

François Hollande et les patrons : une histoire d'amour contrariée

LE MONDE | 17.02.2014 à 11h45 • Mis à jour le 17.02.2014 à 11h51 | Par Patrick Roger

Qui a parlé d'une histoire d'amour entre François Hollande et le patronat ? En amour, il faut être deux. Or, si le chef de l'Etat sait, souvent, trouver les mots qui parlent au patronat, cela ne suffit pas à conquérir son coeur. En affaires comme en amour, il n'y a que des preuves. Et les patrons en veulent toujours plus.

Dire que M. Hollande n'était pas le premier choix du patronat à l'élection présidentielle de 2012 relève de l'euphémisme. Mais ce n'est pas non plus un épouvantail et il ne manque pas de relais dans les milieux entrepreneuriaux, dont il prend souvent le pouls. Dès son installation à l'Elysée, il aura eu à coeur de faire passer le message que « *la gauche n'est pas l'ennemie de l'entreprise* ».

Problème : cela ne suffit pas à fonder une idylle. Les premiers pas sont timides. M. Hollande a beaucoup misé sur la relance du dialogue social. Son discours, en ouverture de la « grande » conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012, vise à préciser une sorte d'agenda social du quinquennat, une méthode et un calendrier. Les responsables patronaux approuvent, sans pour autant que le lien de confiance soit établi.

LE FIL SE TEND

D'autant que l'été 2012 est aussi celui du « redressement fiscal » : première loi de finances rectificative abrogeant des mesures décidées par la précédente majorité – comme l'exonération fiscale et sociale sur les heures supplémentaires ou la hausse de la TVA – et instauration de mesures pesant surtout sur les grandes entreprises et les revenus les plus aisés. De quoi doucher les épanchements.

Le fil se tend. De retour de vacances, le président de la République invite à déjeuner à l'Elysée une douzaine de patrons du CAC 40. Il multiplie les signaux d'apaisement. Un mot, qui avait paru étrangement absent de ses engagements de campagne, fait alors son entrée dans le discours de M. Hollande : compétitivité. Lors de la première université d'été du Medef suivant son élection, fin août 2012, pas moins de dix ministres feront le pèlerinage de Jouy-en-Josas (Yvelines), dont le premier d'entre eux, Jean-Marc Ayrault.

L'automne 2012 – première loi de finances de la nouvelle majorité, répondant à l'objectif d'aligner la fiscalité du capital sur celle du travail – attise les appréhensions patronales. La présidente du Medef, Laurence Parisot, se dit « *effrayée* ». L'inquiétude du Medef se concentre sur la taxation des dividendes et des plus-values mobilières, qui cristallisera le mouvement des « pigeons ». Le gouvernement fait marche arrière. Et amorce un véritable changement de cap avec le rapport de Louis Gallois préconisant un pacte compétitivité-emploi, puis l'adoption du crédit d'impôt

compétitivité emploi qui va, à terme, abaisser de 10 milliards d'euros par an le coût du travail pour les entreprises.

MEDEF « DE COMBAT »

La relation Hollande-patronat pourrait reprendre un cours apaisé. D'autant que le dialogue social a permis de déboucher sur l'accord national interprofessionnel sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi dont les responsables patronaux ont toutes les raisons de se féliciter. Et que les assises de l'entrepreneuriat conclues fin avril sur un nouveau dispositif de taxation des plus-values de cession offrent à M. Hollande l'occasion de se rabibocher avec les volatiles qui avaient gâché son automne.

Mais sa partenaire des débuts, Mme Parisot, a dû céder la place à la tête du Medef, en juillet 2013, à Pierre Gattaz, qui entend faire de l'organisation patronale un Medef « *de combat* ». Tout l'entregent du ministre de l'économie Pierre Moscovici et du ministre délégué chargé du budget Bernard Cazeneuve, multipliant les offres de dialogue à l'occasion de l'université d'été du Medef, ne suffit pas à rassurer un patronat qui surfe sur la houle du « *ras-le-bol fiscal* ». Les troupes patronales, remontées, adressent un carton jaune au gouvernement.

L'amant éconduit jette alors ses derniers feux dans la bataille : c'est l'annonce d'un « pacte de responsabilité » qui se traduirait par une baisse des charges pour les entreprises en échange de « contreparties » à définir. M. Gattaz semble vouloir se saisir de l'offre, avant de paraître minauder, s'interrogeant sur ce qui se cache derrière cette déclaration. A moins qu'il ne s'agisse que du énième soubresaut d'une impossible histoire d'amour.